

5 janvier 2012 - Venue de Gérard LONGUET à Bourges  
Prise de paroles

Nous sommes ici ce soir nombreux pour accueillir comme il se doit le Ministre de la défense, Gérard Longuet, venu dans le département du Cher pour reconforter les élus du parti présidentiel, qui comme vous le savez, est méprisé et combattu par une grande majorité des salariés, retraités et privés d'emploi.

Les citoyens de ce pays ne veulent plus être gouvernés par ces personnages suppôts du modèle économique néolibéral à la botte du MEDEF.

Le gouvernement va de plan d'austérité en plan d'austérité censés réduire le déficit de la France. Les responsables de la crise veulent appliquer au peuple français le même remède qui ne fonctionne pourtant pas en Grèce et ailleurs.

Les plans du gouvernement pour réduire le déficit de la France sont injustes, inéquitables et illégitimes.

Il pénalise une fois de plus les plus pauvres pour épargner les plus riches et il n'est pas question de payer pour ceux qui portent l'entière responsabilité de la situation, à savoir les banques et les financiers.

Que ce soit en France ou en Europe, les politiques de bas salaires, de suppression et de précarisation de l'emploi, la réduction de la protection sociale, des services publics et des droits des salariés ne font qu'ajouter la crise à la crise.

Elles découlent des choix politiques opérés pour donner des gages aux marchés financiers et leurs agences de notation avec les conséquences dramatiques du l'on connaît pour les salariés.

Les plans gouvernementaux sont une réponse inefficace et socialement injuste puisque les salariés et les retraités devront déboursier quinze fois plus que les plus riches, soit 3 milliards d'euros pour le travail contre 200 millions pour le capital.

L'augmentation de la CSG, la hausse des boissons sucrées et des cigarettes sous prétexte de santé publique, le prélèvement supplémentaire sur les mutuelles, la diminution des indemnités journalières en modifiant le mode de calcul, la financiarisation de la justice civile, le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux et le gel des salaires dans la fonction publique, ainsi que le droit régressif à partir à la retraite à 62 ans et la non revalorisation des pensions et des minima sociaux, forment un dispositif offensif sans précédent contre le monde du travail, en précarisant encore un peu plus l'ensemble des classes populaires.

Réquisitions, remplacement des grévistes par des forces de l'ordre, c'est la seule réponse qu'apporte le gouvernement Sarkozy aux justes revendications des salariés en lutte.

Les discours culpabilisants et apeurants des dirigeants UMP qui nous sont distillés à longueur de journée sur l'ensemble des médias nationaux, ne visent qu'à nous faire accepter les mesures restrictives actuelles et tendent à nous préparer à d'autres dispositions antisociales.

Mais rien sur les responsables de cette situation. Pas un mot sur le rôle du monde de la finance, sur la responsabilité sociale des grands groupes soutenus par le trio PARIZOT, SARKOZY, UMP pourtant à l'origine de cette situation économique et sociale.

SARKOZY se gargarise d'être le président du dialogue social, en multipliant les rencontres (et non pas des négociations) avec les syndicats (lui et d'autres nous appellent des partenaires sociaux) sur tout un tas de sujets soi-disant urgents. Aucune avancée probante ne sort jamais de ces empoignades.

Pendant ce temps là, l'UMP elle aussi se rappelle au bon souvenir des syndicats et surtout de la CGT, en expulsant des Bourses du Travail des Unions Départementales comme à Châteauroux et Chartres, avec la décision du Ministre du Travail, Xavier Bertrand d'expulser à son tour l'UD de l'Aisne.

Quel progrès social que de « virer » les organisations syndicales de leurs locaux obtenus de haute lutte au 19<sup>ème</sup> siècle alors que le salariat était encore asservi par une bourgeoisie arrogante.

Cette caste, qui a toujours voulu prendre sa revanche depuis la fin de la guerre et les décisions progressistes du CNR, n'a cessé de s'organiser pour créer un véritable combat de classe afin de reprendre ce que le prolétariat lui avait arraché dans de grandes luttes parfois au prix de son sang.

On ne compte plus le nombre de camarades CGT poursuivis par des maires ou des députés de la majorité, devant les tribunaux correctionnels, pour des faits d'action syndicale. Notre organisation combattra sans relâche la criminalisation de la lutte syndicale

La CGT a bien l'intention de poursuivre sa démarche offensive en toutes circonstances, comme elle l'a toujours fait, y compris, en période pré-électorale.

Chaque avancée gagnée par les salariés inversera la répartition des richesses créées et représentera des milliards d'euros au niveau national. Cela permettra de transformer réellement et durablement le travail, d'augmenter le pouvoir d'achat, de garantir une protection sociale de qualité et de développer des services publics en capacité de répondre aux besoins sociaux.

La TVA Sociale si elle est mise en place va une fois de plus porter atteinte à la protection sociale et au pouvoir d'achat. Le fait de transférer les cotisations sociales vers l'impôt fragilise notre système de protection sociale, car l'impôt n'assure pas un financement pérenne de la protection sociale compte tenu du déficit de l'Etat, il y a de fortes chances que demain une partie de cet impôt soit récupéré pour combler la dette de l'état. Augmenter cet impôt indirect qui est le plus injuste va considérablement baisser le pouvoir d'achat des français, donc la consommation et réduire la croissance et amplifier leur crise. C'est une fois de plus un cadeau au patronat qui va voir ses responsabilités sociales réduites.

Sortir de la crise passe par l'augmentation des salaires et pensions, par des créations d'emplois dans le public et le privé, et par le développement de notre outil industriel de plus en plus menacé.

La CGT sera à l'initiative, pour continuer d'agir avec les salariés sur chaque lieu de travail, pour une véritable alternative à la crise et gagner du progrès social pour tous.

---